
Roumanie : plaidoyer en faveur du maintien des élections législatives

Description

Le 6 décembre, les électeurs roumains iront aux urnes pour renouveler la chambre des députés (330 parlementaires) et le Sénat (136 élus). Le Parti national-libéral (PNL), la formation du président Klaus Werner Iohannis et du Premier ministre Ludovic Orban, part favorite pour remporter cette échéance électorale.

Le chef du gouvernement roumain cherche à mobiliser son électorat en se voulant rassurant quant au contexte sanitaire : le 31 octobre, il a déclaré à la presse locale que la campagne électorale et le scrutin n'entraîneraient pas d'accroissement significatif du nombre de personnes infectées par la Covid-19. Ce scrutin ne mettra pas en danger les électeurs et toutes les mesures nécessaires sont prises pour que les règles sanitaires soient respectées. L. Orban s'appuie sur le fait que d'autres pays (notamment les États-Unis) arrivent actuellement à organiser des élections nationales de premier ordre pour justifier le maintien de ce scrutin en Roumanie en décembre 2020.

Le Premier ministre est allé plus loin : si l'élection devait être repoussée, des parlementaires tels que Florin Iordache (membre de la Commission parlementaire spéciale en charge de la refonte judiciaire qui est accusé de menacer l'indépendance du pouvoir judiciaire) et Renate Weber (médiatrice roumaine des droits de l'homme) continueraient d'exercer leurs fonctions « *à la tête d'institutions clés de l'État* ». Enfin, il a accusé le Parti social-démocrate de F. Iordache de vouloir mettre en place, s'il arrive au pouvoir, une politique économique qui conduira le pays à la faillite.

Sources : *Mediafax, Antena 3, Gazeta Noua.*

date créée

05/11/2020

Champs de Méta

Auteur-article : Stéphan Altasserre